



La Commune



29 janvier : Tous ensemble !

Editorial

Ces dernières semaines, des dizaines de milliers d'emplois industriels ont été supprimés aux USA, et celui qui va être intronisé officiellement nouveau Président de la première puissance mondiale vient de décider de faire fonctionner la planche à billet à des hauteurs vertigineuses.

Et comme la crise des " subprimes ", la destruction des emplois ne s'arrêtera pas au-dessus de l'océan Atlantique, pas plus que le nuage de Tchernobyl ne s'était arrêté à la frontière avec l'Allemagne. Les premiers chiffres sont tombés et encore ne s'agit-il que de chiffres officiels : la barre des 2 millions de chômeurs est dépassée et ce n'est qu'un début. 1400 emplois supprimés chez Arcelor-Mittal, 3500 à Peugeot-Citroën, 4900 " départs volontaires " à Renault, 250 à Peugeot Motorcycle, 251 chez Henkel Technologies, 946 à la CAMIF, 672 à La Redoute, fermetures d'Amora, de l'usine Molex, chômage partiel ou technique à Ford Blanquefort, à Renault Trucks, à Toyota, à Valeo, à Michelin..., voilà pour le " privé " ces dernières semaines. Quant au " public ", le gouvernement Sarkozy a annoncé depuis longtemps la couleur pour 2009 : suppression de 30 000 postes de fonctionnaires.

Dans de nombreuses localités, la fin de l'année 2008 a vu la mobilisation des travailleurs avec leurs organisations, soutenus par la population, contre les licenciements, les fermetures d'usines, les fermetures de bureaux de postes, d'hôpitaux. De partout monte la volonté de porter un coup d'arrêt à cette spirale meurtrière.

Et de cette volonté a surgi une première victoire, le ministre de l'Education nationale, Darcos, qui avait déclaré qu'il ne serait jamais le ministre de " l'hésitation nationale " a du reculer devant les manifestations des lycéens et des professeurs. En dépit de l'accord passé entre Darcos et les dirigeants du SNES, lycéens et enseignants ont infligé un premier échec à Sarkozy qui s'exclamait d'un ton martial : "Je ne serai pas celui qui reculera sur les réformes".

"Je ne peux pas courir le risque de voir cette réforme devenir l'étincelle qui mette le feu aux poudres", telle est l'explication donnée par Darcos à sa reculade qui n'est pas la seule en ce début d'année 2009. Ne voilà-t-il pas en effet que sur la proposition de loi portant sur l'extension du travail du dimanche, une des réformes pourtant chères au coeur du Président, sa propre majorité parlementaire, qui voit les nuages annonceurs d'orages s'accumuler, renâcle et le projet initial tombe à l'eau.

Ces faits témoignent d'une brusque accélération de la lutte des classes et d'un regain de la radicalisation des masses. C'est cette combinaison de la crise sociale et de la crise politique qui a conduit les directions de tous les syndicats (CGT, CGT-FO, CFDT, FSU, UNSA, Solidaires, CFTC, CGC) à se réunir et à décider d'appeler "les salariés du public et du privé, les chômeurs et les retraités, à une journée de mobilisation interprofessionnelle le 29 janvier; elle donnera lieu dans tout le pays à des grèves et des manifestations". Un tel front syndical pour un appel à faire grève et manifester, tous ensemble, au même moment, dans tout le pays ne s'était pas réalisé depuis plus de trente ans (24 mai 1977). Cet appel unitaire et interprofessionnel intervient au moment où une puissante aspiration monte dans tout le pays vers la grève générale, comme moyen d'en finir avec Sarkozy, sa politique et ses " réformes " anti-ouvrières et d'imposer les solutions ouvrières à la crise. Les syndicats, unis, appellent à faire grève et manifester, public-privé. Alors, allons-y, sans hésiter une seconde. La preuve est faite : on peut faire reculer Sarkozy. Il est temps.

Pour l'interdiction des licenciements, contre les suppressions de postes dans la Fonction publique, pour la hausse générale des salaires, par la grève générale.

29 janvier : tous ensemble, au même moment !

Modifié le vendredi 23 janvier 2009

Voir aussi dans la catégorie Editoriaux

Personne ne nous représente !

Rarement la lutte de classes n'aura autant encadré les élections. Rarement le rejet des partis institutionnels n'aura été aussi fort comme en atteste l'explosion de l'abstention ouvrière... »

Explosions spontanées et débouchés politiques

Toute la situation porte en elle les germes d'une crise révolutionnaire. Sous les coups de butoir de la lutte de classes, la Ve République, ses institutions, ses partis, sont dans un état de... »



La gifle et la manifestation du 12 juin 2021

La gifle assénée à Macron a la vertu de sa clarté corporelle. Peu importe celui qui la lui a donnée : elle illustre de manière cinglante l'exaspération et le ras-le-bol de la population face... »

Pour le FMI, la pandémie sera source de « troubles sociaux »

Un récent rapport de trois économistes du Fonds Monétaire International (FMI)¹ a mis en lumière le lien déjà connu entre épidémies et « troubles sociaux ». »

Notre priorité absolue : un plan d'urgence contre le chômage, la pauvreté et Macron !

Laurent Saint-Martin, député LREM du Val-de-Marne et rapporteur du budget, l'affirme : « les réformes restent d'actualité ». E il précise : « c'est juste le calendrier qui est repensé... »



Ils ne couvriront pas notre colère. Macron, dehors !

Depuis maintenant sept mois, Macron et son gouvernement font la démonstration quotidienne de leur incompétence, de leur irresponsabilité, et de leur incapacité à sortir de la crise sanitaire... »
